

PROVINCE DE QUÉBEC  
MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE COATICOOK  
VILLE DE WATERVILLE

---

**Règlement numéro 645**  
**Règlement modifiant le règlement no**  
**607 sur la gestion contractuelle de la**  
**Ville de Waterville**

---

**ATTENDU** que le Projet de loi n° 67 «Loi instaurant un nouveau régime d'aménagement dans les zones inondables des lacs et des cours d'eau, octroyant temporairement aux municipalités des pouvoirs visant à répondre à certains besoins et modifiant diverses dispositions» a été sanctionné le 25 mars 2021 ;

**ATTENDU** que dans le contexte de la pandémie de la COVID-19, l'article 124 dudit projet impose l'obligation pour les municipalités (locales et régionales) de modifier leur Règlement sur la gestion contractuelle, et ce, avant le 25 juin 2021, afin d'y prévoir des mesures pour favoriser, dans le cadre des contrats dont la dépense est inférieure au seuil d'appel d'offres public, les biens et les services québécois, les fournisseurs, les assureurs et les entrepreneurs qui ont un établissement au Québec ;

**ATTENDU** que l'objectif du Gouvernement du Québec est de favoriser l'achat de biens et services québécois dans le but légitime de favoriser la reprise économique suite à la crise sanitaire ;

**ATTENDU** que cette mesure se veut temporaire ;

**ATTENDU** que depuis la sanction de la *Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal et la Société d'habitation du Québec*, le 19 avril 2018, les organismes municipaux peuvent recevoir des soumissions transmises par voie électronique (STVE) ;

**ATTENDU** que la fonction n'avait toutefois pas été activée dans le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec (SEAO) avant le 25 avril 2021 ;

**ATTENDU** qu'un avis de motion a été donné et qu'un projet de règlement a été présenté et déposé à la séance du conseil de la Ville de Waterville du 3 mai 2021 ;

**QU'IL SOIT STATUÉ ET ORDONNÉ**, par règlement du conseil de la Ville de Waterville, et il est, par le présent règlement portant le numéro 645, décrété ce qui suit :

**Article 1**

Le préambule fait partie intégrante du présent règlement.

## **Article 2**

Le règlement numéro 607, adopté le 1<sup>er</sup> octobre 2018 est modifié par le présent règlement.

## **Article 3**

La définition d'achat local contenue à l'Article 6 est remplacée par la suivante :

**Achat local** : Lorsque la loi le permet, la Ville acquiert ses biens et services auprès d'une entreprise ayant un établissement au Québec, et ce, à qualité équivalente.

Est un établissement au Québec, au sens du présent article, tout lieu où un fournisseur, un assureur ou un entrepreneur exerce ses activités de façon permanente qui est clairement identifié à son nom et accessible durant les heures normales de bureau.

Sont des biens et services québécois, des biens et services dont la majorité de leur conception, fabrication, assemblage ou de leur réalisation sont fait en majorité à partir d'un établissement situé au Québec.

## **Article 4**

L'article 15 **Clauses de préférence** est remplacé par le suivant :

### **Achats locaux**

À défaut de pouvoir identifier des entreprises en mesure de fournir des biens et services québécois pour répondre à ses besoins, la Ville doit favoriser l'octroi d'un contrat visé par le présent article à un fournisseur, un assureur ou un entrepreneur ayant un établissement au Québec, sauf circonstances particulières ou pour des motifs de saine gestion.

La Ville peut octroyer un contrat visé à l'article 10 à un achat local à un fournisseur n'ayant pas nécessairement fourni le prix le plus bas, à condition que, à qualité au moins équivalente, son offre n'excède pas 5% de plus que le meilleur prix soumis par un fournisseur n'ayant pas un établissement au Québec et 10 % de plus que le meilleur prix soumis par un fournisseur n'ayant pas un établissement en Estrie.

### **Achats durables**

La Ville peut octroyer un contrat visé à l'article 10 à un fournisseur détenant une qualification en lien avec le développement durable et n'ayant pas nécessairement fourni le prix le plus bas, à condition que, à qualité au moins équivalente, son offre n'excède pas 5% de plus que le meilleur prix soumis par un fournisseur n'ayant pas un établissement au Québec et 10 % de plus que le meilleur prix soumis par un fournisseur n'ayant pas un établissement en Estrie.

## **Article 5**

Les mesures décrites aux articles 3 et 4 du présent règlement s'appliqueront du 25 juin 2021 au 25 juin 2024 (3 ans) inclusivement.

## **Article 6**

Lorsque le seuil le permet, la Ville pourra choisir conformément à l'article 573.1.0.0.1 de la Loi sur les cités et villes d'accepter de recevoir des soumissions transmises par voie électronique.

La soumission transmise par voie électronique (STVE) est un mode de transmission facultatif, mais lorsque ce mode sera indiqué dans les documents d'appel d'offres de la Ville, il sera alors permis aux soumissionnaires de transmettre leur soumission à la Ville par voie électronique ou papier. Le soumissionnaire qui choisira de déposer sa soumission de façon électronique ne pourra le faire que par l'intermédiaire du SEAO.

La Ville ne pourra exiger que les soumissions soient uniquement transmises par voie électronique.

La STVE sera chiffrée par le SEAO dès son dépôt par le soumissionnaire et ne pourra être déchiffrée et consultée par la Ville qu'après la date et l'heure de clôture prévues aux documents d'appel d'offres.

## **Article 7**

Les autres dispositions du règlement de gestion contractuelle de la Ville de Waterville demeurent inchangées.

## **Article 8**      **Entrée en vigueur**

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi et est publié sur le site Internet de la Ville de Waterville.

De plus, une copie de ce règlement est transmise au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.

---

Nathalie Dupuis, mairesse

---

Nathalie Isabelle, directrice  
générale et secrétaire-trésorière

*Avis de motion: 03-05-2021*

*Projet de règlement présenté le : 03-05-2021*

*Règlement adopté le : 07-06-2021*